

Brochure n° 3041

Convention collective nationale

IDCC : 158. – **TRAVAIL MÉCANIQUE DU BOIS, DES SCIERIES,
DU NÉGOCE ET DE L'IMPORTATION DES BOIS**

AVENANT N° 1 DU 11 JUILLET 2013

À L'ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2011 RELATIF À LA FORMATION
PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE

NOR : ASET1351177M

Entre :

La FIBC ;

L'UFME,

D'une part, et

La FG FO ;

La FNCB CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national, signataires du présent avenant, précisent que ce dernier s'applique à toutes les entreprises répondant aux activités suivantes classées sous 16.23Z (anciennement 20.3Z) :

- charpentes et structures industrialisées en bois dont fermettes, lamellé-collé, poutres, poutrelles, panneaux-caissons, coffrages, écrans ;
- charpentes traditionnelles industrialisées en bois ;
- bâtiments industrialisés dont maisons ossature bois, bâtiments préfabriqués légers ou éléments de ces bâtiments en bois ;
- éléments d'agencement intérieur en bois ;
- menuiseries industrialisées ;
- portes planes et blocs portes.

Article 2

Dispositions relatives au contrat de professionnalisation

L'article 3.6 « Détermination des forfaits financiers de prise en charge » de l'accord du 15 décembre 2011 est ainsi modifié.

« La participation financière de l'OPCA 3+, pour les secteurs des menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et portes planes, est déterminée sur la base des forfaits horaires suivants :

- 20 €, dans la limite du coût réel, pour les contrats conclus en vue de l'obtention :
 - d'un CQP lié aux métiers des menuiseries charpentes ;
 - d'un diplôme lié aux métiers des menuiseries charpentes ;
- 15 €, dans la limite du coût réel, pour les contrats conclus en vue de l'obtention :
 - d'un CQP « tertiaire/transverse » ;
 - d'un diplôme « tertiaire/transverse » ;
- 10 €, dans la limite du coût réel, pour les autres contrats.

Ces forfaits horaires pourront être modifiés pour tenir compte du coût réel lié aux spécificités de certaines formations, en tant que de besoin, par les signataires du présent accord au sein de la commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et portes planes.

A l'occasion de chaque décision, le collège des employeurs et celui des salariés doivent disposer d'un nombre égal de voix. Pour égaliser les voix de chaque collège, la règle suivante est appliquée :

- chaque collège dispose au total d'un nombre de voix égal au résultat de l'opération : (nombre de membres présents du collège employeurs) × (nombre de membres présents du collège salariés) ;
- chaque membre dispose ainsi d'un nombre de voix égal au nombre de membres présents du collège auquel il n'appartient pas. »

Article 3

Dispositions relatives au droit individuel à la formation

L'article 6.7 « Prise en charge du droit individuel à la formation » de l'accord du 15 décembre 2011 est ainsi modifié :

« Le DIF peut être financé, selon les dispositions de l'accord du 26 octobre 2010 relatif à la collecte des contributions de formation professionnelle continue dans les industries du bois pour la construction et la fabrication de menuiseries industrielles, par le 0,5 % pour les entreprises de 10 salariés et plus et par le 0,15 % pour les entreprises de moins de 10 salariés pour des actions de formation reconnues prioritaires par la branche professionnelle à l'article 6.5 du présent accord.

A cet effet, l'OPCA 3+ aura pour mission d'assurer :

- la gestion mutualisée des fonds correspondant aux contributions affectées au droit individuel à la formation ;
- la prise en charge des actions au titre du DIF conformément aux modalités définies dans le présent accord, et ce dans la limite des fonds collectés et disponibles.

La participation financière de l'OPCA 3+ pour les secteurs des menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et portes planes est déterminée, mis à part les actions de formations liées aux langues étrangères et les bilans de compétences, sur la base du forfait horaire suivant : 35 €.

Ce forfait est limité aux frais réels. Il couvre tout ou partie des frais pédagogiques ainsi que, le cas échéant, des frais de transport et d'hébergement. »

Article 4

Dispositions diverses

4.1. Date d'effet

Le présent avenant prend effet au 1^{er} octobre 2013. Les parties conviennent de se rencontrer en cas de difficulté d'application du présent avenant.

4.2. Dépôt et extension

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt à la direction générale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent avenant. L'ensemble des partenaires sociaux de la profession recevront copie des récépissés de dépôt et de la demande d'extension.

4.3. Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

4.4. Adhésion

Toute organisation syndicale ou toute entreprise peut adhérer ultérieurement au présent avenant dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

4.5. Dénonciation. – Révision

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent avenant pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel avenant, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de la fin du préavis.

Fait à Paris, le 11 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)